
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.
.

Désinvestissement des actifs
canadiens par le système de
pension canadien :
Le canari dans la mine de charbon

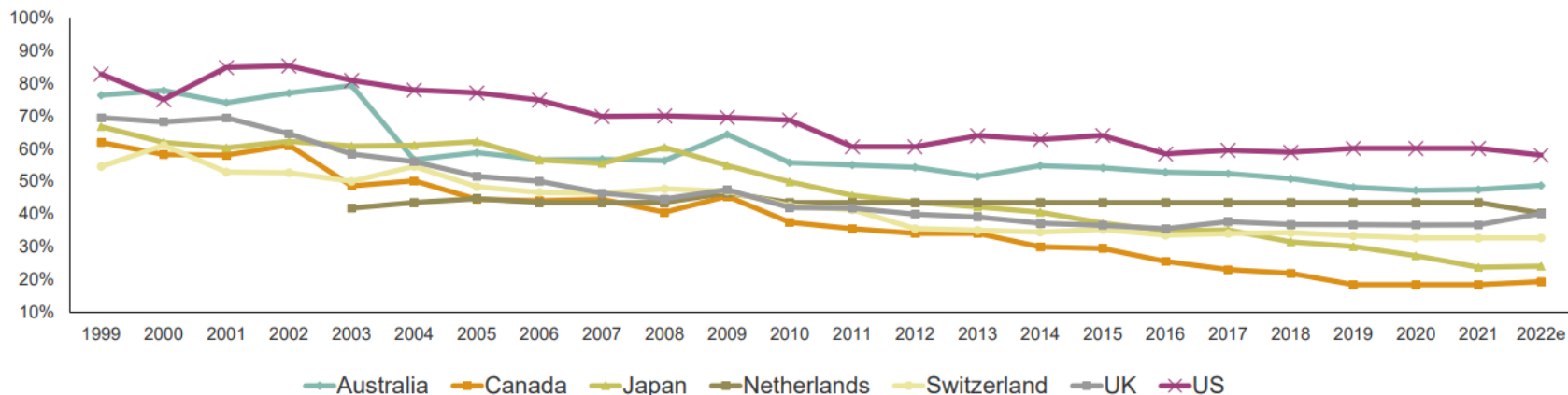
Résumé exécutif

LetkoBrosseau

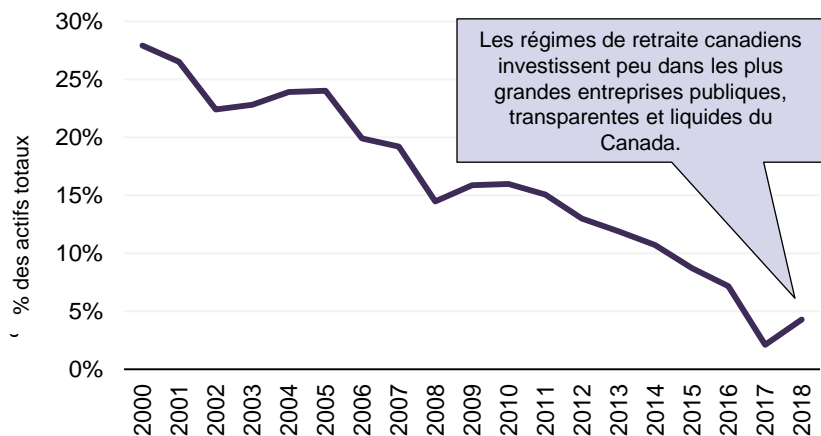
Gestion de placements globale

Le Canada a réduit ses investissements dans son plus grand atout : lui-même(1,2)

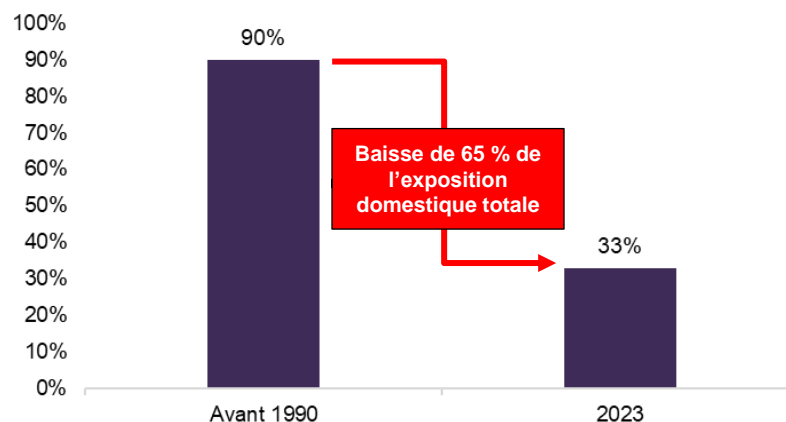
Au Canada, la part des actions canadiennes du total des actions a connu la plus forte baisse (1)



Actions publiques canadiennes en % de l'actif total(2)



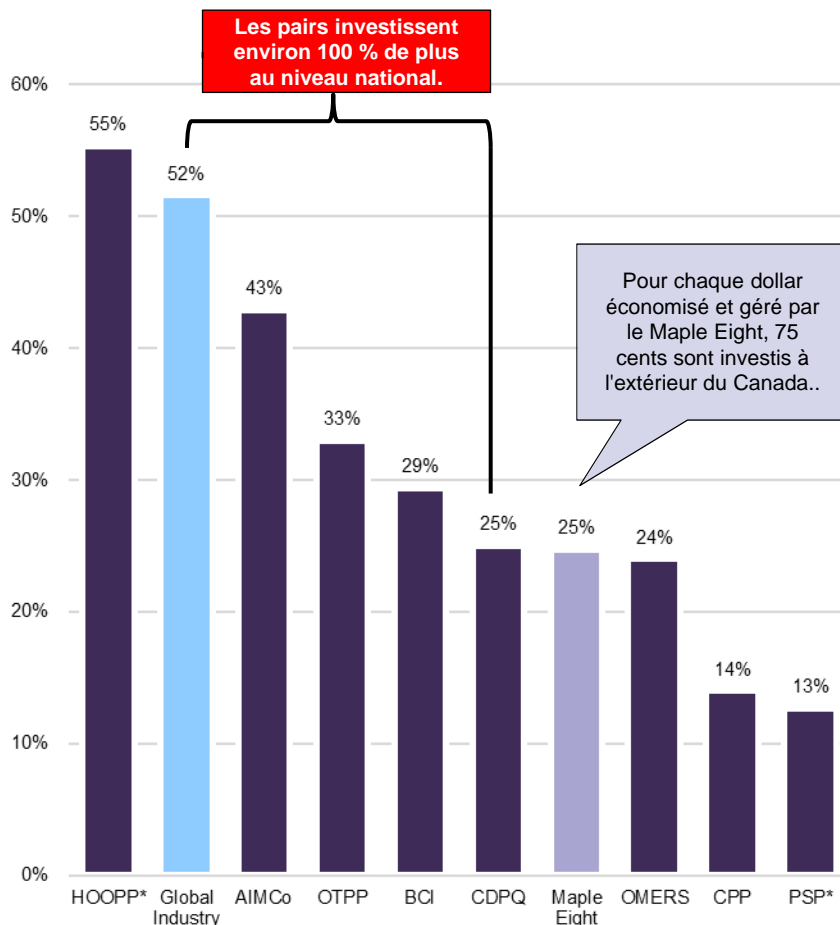
L'exposition totale au Canada a chuté(3)



Le Canada a considérablement réduit ses investissements nationaux par rapport à tous ses pairs ! Plus prononcé sur les marchés publics canadiens, mais aussi dans toutes les autres formes d'investissement.

Les fonds de pension plantent des arbres ailleurs

Exposition nationale totale en % de l'actif net^(1,2)



Le pendule est allé trop loin...⁽³⁾

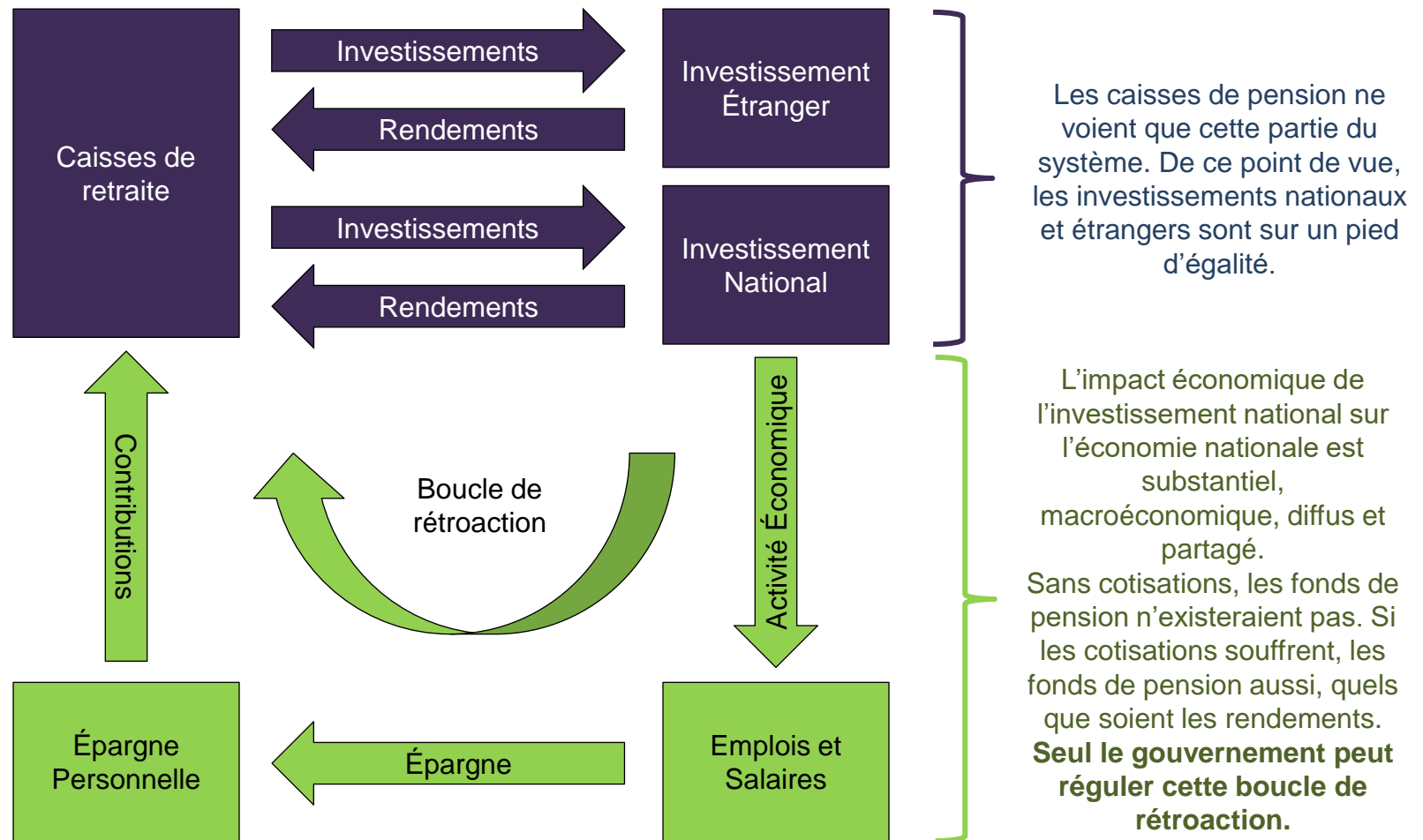
- Avant 1990, les fonds de pension devaient investir 90 % de leurs actifs au Canada.
- Dans les années 1990, le gouvernement canadien a levé le plafond de 10 % sur les investissements étrangers. Après avoir progressivement relevé le seuil, la règle sur les biens étrangers a été supprimée en 2005.
- Depuis lors, les fonds de pension ont investi des milliards dans des entreprises, des infrastructures et des biens immobiliers étrangers.
- En 2023, pour chaque dollar géré par le Maple Eight, 75 sous sont investis à l'extérieur du Canada.
- Le pendule est allé trop loin et il faudrait faire davantage pour soutenir notre propre économie.

Placement collectif du Maple 8 par catégorie d'actifs⁽¹⁾

Classe d'actif	Total	Total		Total	Total	
		CAD	Non CAD		CAD	Non CAD
Actions publiques	\$449	\$52	\$396	22%	3%	19%
Actions privées	\$424	\$29	\$394	21%	1%	19%
Revenu Fixe	\$442	\$266	\$176	21%	13%	9%
Crédit	\$210	\$34	\$176	10%	2%	9%
Immobilier	\$271	\$88	\$183	13%	4%	9%
Infrastructure	\$269	\$41	\$228	13%	2%	11%
Total:	\$2,064	\$511	\$1,553	100%	25%	75%

Pour chaque dollar géré par les huit plus grandes caisses de retraite au Canada, 75 cents sont investis à l'extérieur du Canada. Les pairs investissent environ 100 % de plus dans leur économie nationale.

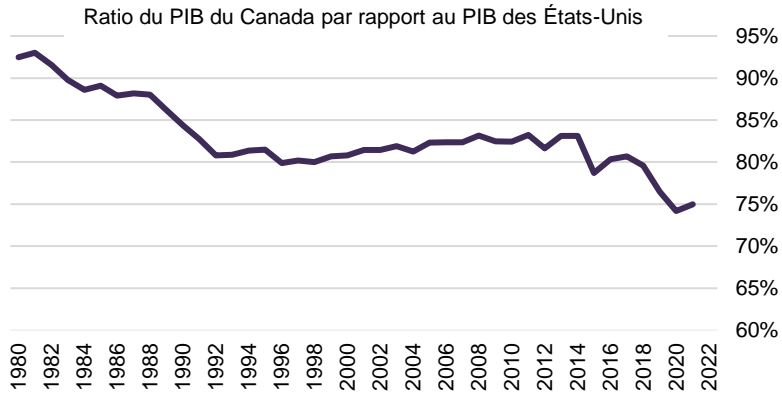
L'impact de l'investissement intérieur



Les fonds de pension représentent 36 % de l'épargne institutionnelle canadienne, ce qui est idéal pour le risque boursier à long terme⁽¹⁾ – l'impact national de ces investissements ne doit pas être ignoré.

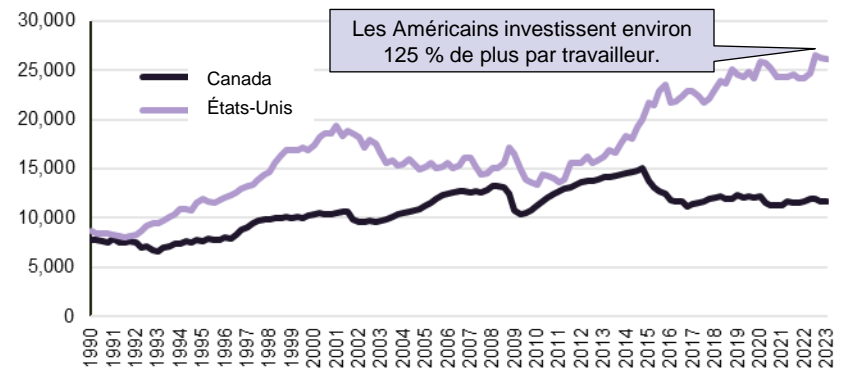
Le Canada sous-investit

Le PIB canadien par habitant est tombé à 75 % de celui des États-Unis⁽¹⁾

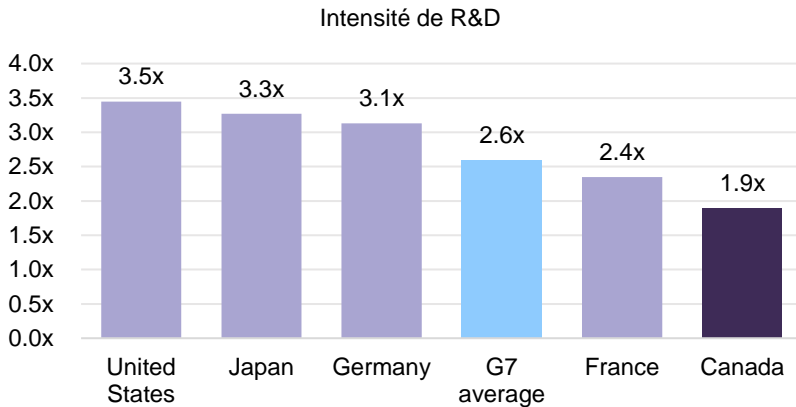


Le Canada sous-investit dans ses travailleurs⁽²⁾

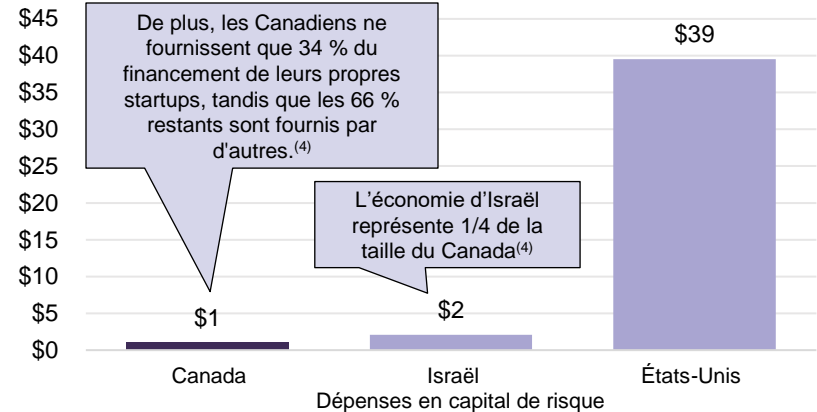
Dépenses en capital non résidentielles par travailleur



Le Canada sous-investit dans l'innovation⁽³⁾



Le Canada sous-investit dans ses startups⁽⁴⁾

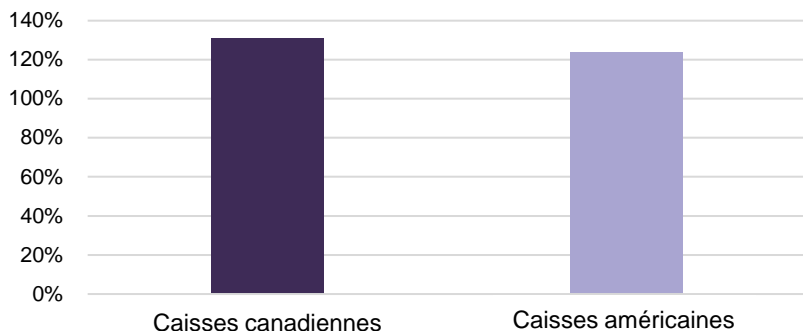


**Le PIB par habitant du Canada est tombé à 75 % de celui des États-Unis.
Le Canada investit beaucoup moins dans nos propres startups, dans la R&D et dans nos travailleurs.**

Le Canada n'est pas trop petit pour investir^(1,2)

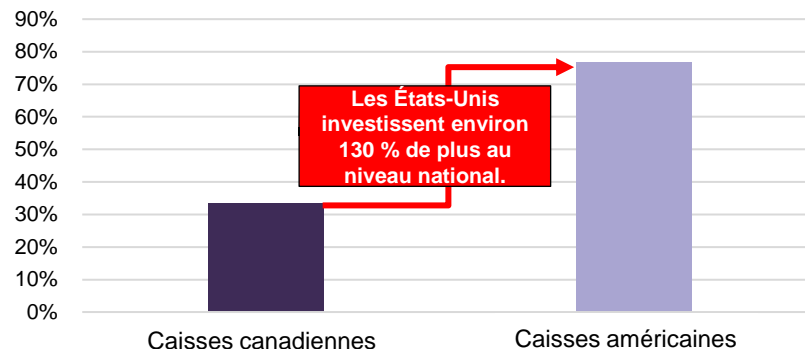
Les actifs des régimes de retraite du Canada ont la même taille relative que ceux des États-Unis⁽¹⁾

Actifs des caisses de retraite / PIB (%)

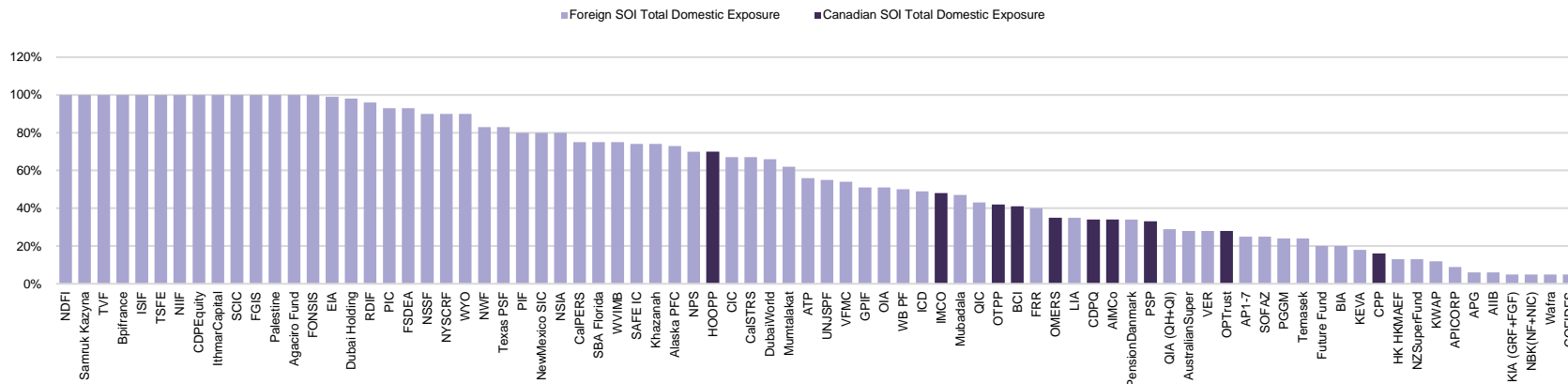


Pourtant, nous investissons beaucoup moins au niveau national⁽²⁾

Exposition nationale totale (2021)



L'exposition intérieure totale du Canada est largement à la traîne par rapport à ses pairs (100 principaux investisseurs publics selon les actifs sous gestion, 2021)^(2,3)



Les actifs des régimes de retraite du Canada en proportion du PIB sont comparables à ceux des États-Unis, mais les régimes de retraite américains investissent 130 % plus au pays – le Canada regorge d'opportunités.

Répartition des classes d'actifs du Maple Eight⁽¹⁾

% des Actifs	HOOPP (\$103)			AIMCo (\$158)			OTPP (\$244)			BCI (\$215)			CDPQ (\$402)			OMERS (\$128)			CPP (\$570)			PSP (\$244)			Total (\$2064)		
	Classe d'actif	%	CAD	Non CAD	%	CAD	Non CAD	%	CAD	Non CAD	%	CAD	Non CAD	%	CAD	Non CAD	%	CAD	Non CAD	%	CAD	Non CAD	%	CAD	Non CAD		
Actions publiques	14%	2%	13%	31%	6%	25%	7%	0%	7%	26%	0%	26%	30%	6%	24%	13%	2%	11%	24%	2%	22%	16%	2%	14%	22%	3%	19%
Actions privées	12%	2%	10%	9%	2%	7%	25%	4%	22%	12%	0%	12%	14%	2%	11%	24%	2%	22%	33%	0%	33%	14%	0%	14%	21%	1%	19%
Revenu Fixe	60%	46%	13%	23%	23%	0%	33%	15%	18%	27%	12%	15%	19%	10%	9%	10%	10%	0%	12%	9%	3%	20%	6%	14%	21%	13%	9%
Crédit	0%	0%	0%	5%	0%	5%	5%	4%	1%	9%	7%	2%	13%	2%	11%	10%	0%	10%	13%	0%	13%	12%	0%	12%	10%	2%	9%
Immobilier	11%	6%	5%	17%	10%	7%	11%	7%	4%	16%	7%	8%	13%	3%	10%	23%	6%	18%	9%	2%	7%	16%	3%	14%	13%	4%	9%
Infrastructure	3%	0%	3%	15%	2%	14%	19%	3%	16%	10%	2%	8%	11%	2%	9%	19%	5%	15%	9%	2%	7%	22%	2%	20%	13%	2%	11%
Total:	100%	55%	45%	100%	43%	57%	100%	33%	67%	100%	29%	71%	100%	25%	75%	100%	24%	76%	100%	14%	86%	100%	13%	87%	100%	25%	75%

Nos mots de clôture

Les fonds de pension quittent le Canada, mais ce n'est pas leur faute

- Les régimes de retraite canadiens adhèrent à de solides principes financiers de rendements attendus, de risques et de diversification, mais l'impact macroéconomique sur les emplois, les revenus et les cotisations de retraite des Canadiens va au-delà de l'analyse traditionnelle des risques et des rendements des portefeuilles.

Seules les réglementations gouvernementales peuvent résoudre le problème

- Le niveau d'investissement intérieur impacte les coûts et les risques du système, qui ne peuvent être pris en compte qu'au niveau macroéconomique par le gouvernement. Étant donné que les fonds de pension sont des créations gouvernementales fortement subventionnées, les gouvernements ont le pouvoir, la responsabilité et l'impératif économique de les réglementer.

Le Canada doit commencer à investir en lui-même

- La pondération de 3 % du Canada dans l'indice MSCI est souvent considérée comme un objectif d'investissement approprié. Utiliser cette cible signifie que plus un pays est petit, moins il devrait investir en lui-même, une conclusion manifestement inappropriée. Une autre référence pourrait être les États-Unis, où les fonds de pension investissent plus de 70 % dans leur économie nationale.

Le message est clair : investissez davantage au Canada.

Nous vous invitons à lire :

FAQs

- Une courte « Foire aux questions sur le système de retraite » qui examine plus en détail l'impact du système de retraite sur l'économie nationale, pourquoi une réglementation gouvernementale est nécessaire, la capacité comparative de l'économie canadienne à absorber les investissements et les outils recommandés pour provoquer le changement.

Research
paper

- Un document plus long sur plusieurs problèmes indésirés et indésirables du système de retraite et sur la manière dont la réglementation peut les résoudre.

Les deux documents sont disponibles sur demande.

Avis

Les informations et opinions contenues dans les présentes sont fournies à titre indicatif seulement, sont sujettes à changement et ne visent pas à fournir des conseils d'ordre comptable, juridique ou fiscal, ni des recommandations en matière de placement, et ne doivent pas être utilisées comme tel. À moins d'indication contraire, les renseignements sont présentés aux dates indiquées. Bien que ces renseignements soient considérés comme exacts à la date où ils ont été préparés, Letko, Brosseau & Associés Inc. ne peut garantir qu'ils sont exacts, complets et à jour en tout temps.

Lorsque les renseignements proviennent ou sont dérivés de sources externes, les sources sont considérées comme fiables, mais la société n'en a pas effectué une vérification indépendante. Aucune représentation ou garantie n'est fournie quant à l'exactitude, à l'exhaustivité ou à la fiabilité de ces renseignements. Les opinions ou estimations présentées constituent notre jugement à cette date et sont modifiables sans préavis.

Les présentes peuvent contenir certaines déclarations prospectives qui reflètent nos attentes actuelles ou prévisions quant à des événements futurs concernant l'économie, les changements du marché et ses tendances. De par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant les devises, la croissance économique, les conditions actuelles et prévues et d'autres facteurs appropriés dans les circonstances qui peuvent faire en sorte que les performances, perspectives, événements ou résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés dans, ou sous-entendus par, lesdits énoncés. Les lecteurs sont avisés de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs..